PARTS OF THE ORIGINAL DOCUMENT

ARE OF POOR REPRODUCTIVE QUALITY

CERTAINES PARTIES DU DOCUMENT ORIGINAL

SONT DE PIÈTRE QUALITÉ DE REPRODUCTION

Société de développement de la Baie James

et

entités affiliées

RAPPORT
ANNUEL
1986

TABLE DES MATIERES

Lettre au ministre 1

Conseils d'administration

Société de développement de la Baie James (SDBJ) 2

Entités affiliées 3

Rapport d'activités et commentaires sur les états financiers 1986 4

Etats financiers

Société de développement de la Baie James (SDBJ) 7

Société de tourisme de la Baie James (Sotour) 21

Société de développement autochtone de la Baie James (Sodab) 24

Somine Inc. 33

Municipalité de la Baie James (MBJ)

Conseil d'administration Organismes para-municipaux 37

Rapport d'activités 38

Etats financiers 40

Monsieur le ministre André Bourbeau
Responsable de l'application de la
loi du développement de la région
de la Baie James
Hôtel du Parlement
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

Le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James a l'honneur de vous présenter conformément aux articles 33 et 44 de sa loi organique, le rapport annuel de la Société et de ses entités affiliées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le président,

Laurent Levasseur

Matagami (Québec)
JOY 2AO

Le 30 octobre 1987

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Société de développement de la Baie James (SDBJ)	Laurent Levasseur
	René Gingras
	Jean-Jacques Lefebvre
	Jean-Joseph Villeneuve
	Florent Gagné
Direction	Laurent Levasseur président
	Donald R. Murphy directeur général
	Me Réal Lavigne secrétaire
	Claude Hubert trésorier

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Société de tourisme de la Baie James (Sotour)	Laurent Levasseur, P.D.G.
	Me Réal Lavigne
	Jean-Joseph Villeneuve
	René Gingras
	Jean-Jacques Lefebvre
Société de développement autochtone de la Baie James (Sodab)	Albert Diamond
	Philip Awashish
	Donald R. Murphy
	Armand Brassard
	Andrew Moar, D.G.
Somine Inc.	Albert Jessop
	Gilles M. Dionne
	Me Réal Lavigne

RAPPORT D'ACTIVITES DE L'EXERCICE 1986

Au cours de cet exercice financier, la Société de développement de la Baie James a poursuivi le programme de démobilisation entrepris en 1985. Cette opération s'est déroulée à un rythme accéléré et a donné lieu entre autres, à la rétrocession à la province des terrains de la cour de transbordement de Matagami.

Cependant, la Société détient toujours la propriété et la responsabilité de plusieurs complexes immobiliers et de plusieurs infrastructures, tels le Centre communautaire de Radisson, le Complexe S.D.B.J. de Radisson, plusieurs habitations et édifices à bureaux à Radisson, l'immeuble le Jamésien de Matagami, des entrepôts et autres propriétés à Matagami, la route Matagami-Radisson-Chisasibi et ses infrastructures, l'aéroport de La Grande Rivière, etc.

Plusieurs immeubles de Radisson ont été mis à la disposition de diverses sociétés gouvernementales. Quant au Centre communautaire, la Société adoptait une résolution par laquelle elle affirmait son désir d'en garder la propriété. Cependant, il est partiellement utilisé par Hydro-Québec à la condition qu'elle assume tous les coûts relatifs à l'entretien, aux réparations, aux frais d'assurances, aux taxes municipales et à la conciergerie. La Société s'est toutefois engagée à remettre à Hydro-Québec les revenus générés par les autres utilisateurs du Centre communautaire, le tout devant être concrétisé par la signature d'un protocole.

Les unités d'habitations et immeubles à bureaux qui avaient été confiés à la Société Immobilière du Québec en 1985 demeurent toujours la propriété de la Société de développement de la Baie James. Toutefois, suite aux besoins exprimés par les différents ministères en place à Radisson, la Société Immobilière du Québec réduisait substantiellement en fin d'année, ses demandes pour des unités d'habitation et espaces à bureaux. Cette situation amènera donc la Société de développement de la Baie James à disposer des unités excédentaires non requises pour les opérations qu'elle continuera d'effectuer.

La route Matagami-Radisson-Chisasibi et l'aéroport La Grande, contrairement aux prévisions, n'ont pas été transférés au ministère des Transports. C'est Hydro-Québec qui a défrayé les dépenses reliées à ces infrastructures. Le ministère des Transports du Québec, quant à lui, a supporté les coûts du personnel relié à l'exploitation de la route et de l'aéroport.

Le patrimoine minier de la Société doit éventuellement être intégré à celui de la SOQUEM. Toutefois, bien qu'un concensus semblait être établi sur le sujet, la loi spéciale n'a toujours pas été adoptée pour donner suite aux intentions du gouvernement exprimées en décembre 1982.

Aux niveaux des filiales, le seul événement marquant a été la vente des deux immeubles à loyers que possédait "Les Habitations Somine-Meston Inc." à Chibougamau. Toutes les activités administratives de la Société de développement autochtone de la Baie James (S.O.D.A.B.) ont été décentralisées à son bureau de Val d'Or et le rapport financier joint aux présentes fait état de ses activités 1986.

Le programme de financement de la dette par le ministère des Affaires municipales a commencé en 1986 avec le versement d'une somme de 5,095 millions de dollars dont 4,870 millions ont été affectés au remboursement du capital et des intérêts sur emprunt. La dette nette de la Société est passée de 15,6 à 11,2 millions en 1986. Les résultats d'exploitation avant postes exceptionnels ont apporté un excédent de 246,7 mille dollars et l'ensemble des disponibilités monétaires a servi à la diminution de la dette.

Conseil d'administration

Trois nouveaux administrateurs ont été nommés en 1986 pour une période de deux ans, y inclus le président qui a été nommé en octobre et qui voit aux affaires de la Société de développement de la Baie James sur une base moyenne de deux (2) jours semaine. Précédemment le poste de président était rempli par un représentant du Conseil exécutif du gouvernement qui absorbait tous les coûts relatifs à sa charge.

Le Conseil d'administration entend soumettre un nouveau plan d'intervention qui permettra à la Société de développement de la Baie James de réaliser les mandats qui lui sont confiés dans sa loi constituante.

Le président,

Laurent Levasseur

Maheu
Noiseux
Comptables agréés

ROUYN-NORANDA
155, Dallaire
Rouyn-Noranda (Québec)
J9X 4T3
(819) 762-6521

VAL D'OR
866, 3e Avenue
Val d'Or (Québec)
J9P 1T1
(819) 825-4101

AMOS
492, 1re Rue ouest
Amos (Québec)
J9T 2M4
(819) 732-5275

LA SARRE
100 Principale
La Sarre (Québec)
J9Z 1Y8
(819) 333-2192

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Monsieur le ministre André Bourbeau
Responsable de l'application de la loi sur le
développement de la région de la Baie James
Hôtel du Gouvernement
Québec

Nous avons vérifié les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de la Société de développement de la Baie James pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 ainsi que le bilan à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la société, ces états financiers présentent fidèlement les résultats de l'exploitation et l'évolution de la situation financière de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 et sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 1985 ont été vérifiés conjointement par deux cabinets de comptables agréés.

Maheu Noiseux

Comptables agréés

Amos, le 20 juillet 1987

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
REVENUS	1 311 877 $	6 151 118 $
REMISE DE REVENUS - SEBJ, HYDRO-QUÉBEC	206 137	307 021
REVENUS NETS	1 105 740	5 844 097
REVENUS DE TRANSFERT		
Fonctionnement	100 000	
Activités non financées	125 000	
Intérêts sur emprunts bancaires	1 450 604	
	1 675 604	
	2 781 344	5 844 097
FRAIS D'EXPLOITATION		
Salaires et avantages sociaux	271 779	3 504 032
Dépenses d'exploitation, d'entretien et d'administration	4 993 993	10 445 915
Amortissements	293 466	339 289
Intérêts sur la dette à long terme	33 781	31 681
Intérêts et frais bancaires	1 450 604	1 266 570
	7 043 623	15 587 487
RECOUVREMENT - SEBJ, HYDRO-QUÉBEC ET ENTITÉS AFFILIÉES	4 504 970	8 247 891
	2 538 653	7 339 596
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT POSTES EXCEPTIONNELS	242 691	(1 495 499)
POSTES EXCEPTIONNELS (note 3)	3 419 396	(7 885 476)
BÉNÉFICE NET (PERTE)	3 662 087 $	(9 380 975)$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

DÉFICIT

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
SOLDE AU DÉBUT	(72 963 644)$	(63 582 669)$
BÉNÉFICE NET (PERTE)	3 662 087	(9 380 975)
SOLDE A LA FIN	(69 301 557)$	(72 963 644)$

Mahieu Noiseux
Comptables agréés

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte)	3 662 087 $	(9 380 975)$
Postes ne comportant aucun mouvement de liquidités:		
Perte sur disposition des actions d'une filiale		358 521
Amortissements	293 466	339 289
Dévaluation des infrastructures		7 526 955
Profit sur vente d'immobilisations	(71 971)	(192 196)
	3 883 582	(1 348 406)
Variation nette des postes du fonds de roulement ne constituant pas des liquidités	508 475	(1 212 277)
LIQUIDITÉS PROVENANT DE (ABSORBÉES PAR) L'EXPLOITATION	4 392 057	(2 560 683)
INVESTISSEMENT		
Prêts	(14 000)	(126 000)
Encaissement de prêts	27 486	8 861
Radiation de placement	2	1
Achats d'immobilisations		(1 004 521)
Ventes d'immobilisations	275 644	639 036
Achats d'infrastructures		(2 042 410)
LIQUIDITÉS PROVENANT DE (ABSORBÉES PAR) L'INVESTISSEMENT	289 132	(2 525 033)
FINANCEMENT		
REMBOURSEMENT DE LA DETTE A LONG TERME, LIQUIDITÉS ABSORBÉES PAR LE FINANCEMENT	(30 192)	(27 086)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	4 650 997	(5 112 802)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(15 805 404)	(10 692 602)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS A LA FIN (note 4)	(11 154 407)$	(15 805 404)$

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

BILAN

31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
ACTIF		
ACTIF A COURT TERME		
Encaisse	26 498 $	
Débiteurs (note 5)	1 927 975	3 294 039 $
Avances à des compagnies affiliées	77 304	325 062
Retenues sur contrats		163 150
Stocks, au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation		9 834
	2 031 777	3 792 085
PLACEMENTS (note 6)	2 996 525	3 013 366
IMMOBILISATIONS (note 7)	2 493 775	2 990 914
INFRASTRUCTURES	97 000	97 000
	7 619 077 $	9 893 365 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

Maheu Noiseux
Comptables agréés

	1986	1985
PASSIF		
PASSIF A COURT TERME		
Découvert bancaire		183 089 $
Emprunts bancaires (note 8)	11 180 905 $	15 622 315
Créditeurs et frais courus	988 922	2 203 632
Retenues sur contrats	140 147	207 121
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	34 865	29 969
	12 344 839	18 246 126
DETTE A LONG TERME (note 9)	273 295	308 383
	12 618 134	18 554 509
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
CAPITAL-ACTIONS (note 10)	60 000 000	60 000 000
SURPLUS D'APPORT	4 302 500	4 302 500
DÉFICIT (note 11)	(69 301 557)	(72 963 644)
	(4 999 057)	(8 661 144)
	7 619 077 $	9 893 365 $
ÉVENTUALITÉ (note 12)		

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1986

1. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont destinés au Ministre responsable de l'application de la loi sur le développement de la région de la Baie James soit, le Ministre des Affaires municipales, l'Assemblée Nationale du Québec et toutes les personnes intéressées au territoire de la Baie James.

Croyant qu'il est plus explicite de présenter les états financiers de ses filiales séparément, ceux-ci ne furent pas consolidés avec les états financiers de la Société de développement de la Baie James (SDBJ). A l'exception du placement dans la Société de développement autochtone de la Baie James (Sodab) qui est comptabilisé au coût parce que l'accroissement de l'avoir net de Sodab ne peut être distribué à ses actionnaires, tous les autres placements de la SDBJ dans chacune de ses filiales sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

IMMOBILISATIONS

Le coût non amorti des immobilisations est réduit des contributions de tierces parties. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur les périodes suivantes:

Immeubles	20 ans
Maisons modulaires	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Matériel et équipement	3 ans
Matériel roulant	3 ans

INFRASTRUCTURES

En vertu d'une convention avec la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ), la SDBJ a fait construire les infrastructures requises par la SEBJ telles que les routes permanentes et d'hiver, ponts, aéroports et centre-ville de la Municipalité de Radisson au coût total de 408 390 660 $. La SEBJ assumait jusqu'au 31 décembre 1985, 99 % des coûts nets de construction, soit 400 766 705 $, et 100 % des frais d'entretien et d'exploitation. Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1985 une dévaluation de 7 526 955 $ a été enregistrée afin d'en refléter la valeur de réalisation. La SDBJ a la propriété exclusive de ces infrastructures mais ne peut les aliéner, les céder et les transporter sans le consentement de la SEBJ.

IMPOTS SUR LE REVENU

Etant des sociétés paragouvernementales, la SDBJ et ses filiales en propriété exclusive ne sont pas assujetties aux impôts sur le revenu.

2. EXISTENCE JURIDIQUE ET TYPE D'ACTIVITÉS

La SDBJ est une société paragouvernementale constituée en vertu de la loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 LRQ c.D-8, dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec. La Société a pour objet de susciter le développement et l'exploitation des richesses naturelles autres que les ressources hydroélectriques qui se trouvent sur le territoire de la Baie James ainsi que de voir à l'administration et à l'aménagement de ce territoire.

Le gouvernement avait décidé au cours de 1984 de maintenir l'existence de la SDBJ dans son rôle de logistique, pour une période de deux ans. A cette décision, était associé une série de transferts d'activités et d'actifs à d'autres intervenants gouvernementaux. En date du 20 juillet 1987, la SDBJ continue d'exercer un certain rôle de logistique.

Compte tenu des événements connus, les pertes éventuelles pouvant résulter de tels transferts ont fait l'objet d'une radiation au 31 décembre 1985. Toute autre différence entre la valeur comptable et la valeur attribuée au moment des transferts sera imputée aux résultats au cours de l'exercice durant lequel l'événement sera raisonnablement connu.

3. POSTES EXCEPTIONNELS

	1986	1985
Revenu de transfert - service de la dette	3 419 396 $	
Dévaluation d'infrastructures		(7 526 955)$
Perte sur disposition des actions d'une filiale, nette de la participation des pertes d'opération de l'exercice		(358 521)
	3 419 396 $	(7 885 476)$

3. POSTES EXCEPTIONNELS (suite)

Le revenu de transfert résulte d'une somme de 5 095 000 $ reçu du Ministère des Affaires municipales, en vertu d'un décret gouvernemental. Cette subvention se répartit comme suit:

Fonctionnement	100 000 $
Activités non financées	125 000
Intérêts sur emprunts bancaires	1 450 604
Service de la dette	3 419 396
	5 095 000 $

4. INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS

	1986	1985
L'insuffisance des liquidités est constituée de:		
Encaisse	26 498 $	
Découvert bancaire		(183 089)$
Emprunt bancaire	(11 180 905)	(15 622 315)
	(11 154 407)$	(15 805 404)$

5. DÉBITEURS

	1986	1985
Société d'énergie de la Baie James	114 187 $	1 611 723 $
Hydro-Québec	1 495 575	1 229 304
Portion à court terme des prêts à recevoir	24 589	21 236
Autres	426 434	576 547
	2 060 785	3 438 810
Provision pour créances douteuses	132 810	144 771
	1 927 975 $	3 294 039 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1986

6. PLACEMENTS

	1986	1985
PLACEMENTS DANS LES FILIALES		
Actions de Sotour détenues à 100 %		1 $
Actions de Somine inc. détenues à 100 %	1 $	1
Actions de Fer Albanel limitée détenues à 51 %		1
Actions de Sodab détenues à 51 %	510	510
	511	513
PLACEMENTS EN ACTIONS		
1 212 625 actions ordinaires de Les Ressources du Lac Meston inc. (d'une valeur boursière de 2 182 725 $ au 31 décembre 1986)	2 916 950	2 916 950
	2 917 461	2 917 463
Prêts à recevoir	79 064	95 903
	2 996 525 $	3 013 366 $

Le 30 mars 1984, la SDBJ a vendu à Les Ressources du lac Meston inc. ses intérêts dans la mine Joe Mann pour une considération de 1 000 000 d'actions de Meston. Au 31 décembre 1986, le placement en actions dans les Ressources du Lac Meston inc. était composé de 1 212 625 actions ordinaires. La valeur boursière au 20 juillet 1987 est de 7 882 063 $.

La convention de vente accorde le droit d'une redevance sur la production future de la mine. Elle permet également de participer, à certaines conditions, à toute émission additionnelle d'actions ordinaires de les Ressources du Lac Meston inc. et prévoit certains mécanismes pour la disposition des actions. En avril 1987 la mine Joe Mann fut mise en opération.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1986

7. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé et contributions	1986 Coût non amorti	1985 Coût non amorti
Terrains	99 034 $		99 034 $	98 801 $
Immeubles	3 767 334	1 961 746 $	1 805 588	2 002 276
Maisons modulaires	1 539 050	1 119 588	419 462	565 365
Mobilier et équipement de bureau	1 242 948	1 240 595	2 353	18 206
Matériel et équipement	1 566 470	1 552 132	14 338	29 003
Matériel roulant	1 566 643	1 413 643	153 000	277 263
	9 781 479 $	7 287 704 $	2 493 775 $	2 990 914 $

Un montant de 4 377 883 $ est inclus dans l'amortissement cumulé à titre de contributions de la part de la SEBJ et de l'Hydro-Québec.

8. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires sont garantis par le Gouvernement du Québec pour une somme maximale de 17 100 000 $. Toutefois pour tout emprunt supérieur à 11 530 000 $ la SDBJ doit obtenir une autorisation spécifique du Ministre des Affaires municipales. Au 31 décembre 1986, le ministre avait autorisé des emprunts totalisant 12 600 000 $.

9. DETTE A LONG TERME

	1986	1985
Emprunt hypothécaire de 1er rang, renégociable le 1er avril 1989 et remboursable par versements mensuels de 2 014 $ incluant les intérêts calculés à 9,50 %	159 341 $	166 068 $
Emprunt hypothécaire de 2e rang, remboursable jusqu'en décembre 1991 par versements mensuels de 3 276 $ incluant les intérêts calculés à 10 %	148 819	172 284
	308 160	338 352
Versements échéant au cours du prochain exercice	34 865	29 969
	273 295 $	308 383 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1986

9. DETTE A LONG TERME (suite)

Les emprunts hypothécaires sont garantis par un terrain et un immeuble d'une valeur comptable de 500 738 $.

10. CAPITAL-ACTIONS

	1986	1985
AUTORISÉ		
10 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune		
ÉMIS ET PAYÉ		
6 000 000 d'actions ordinaires	60 000 000 $	60 000 000 $

Les actions de la SDBJ font partie du domaine public et sont attribuées au Ministre des Finances. L'article 25 de la loi sur le développement de la région de la Baie James prévoyait le paiement à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans, d'une somme n'excédant pas 10 000 000 $ pour 1 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital-actions; 6 000 000 d'actions ont été entièrement émises et payées. Le Ministre des Finances a cessé de souscrire le 2 mars 1977.

11. DÉFICIT ACCUMULÉ

Le déficit accumulé de la SDBJ était de 72 963 644 $ en date du 31 décembre 1985 et provient principalement de radiations et de dévaluations d'actifs effectuées aux états financiers.

11. DÉFICIT ACCUMULÉ (suite)

Les radiations et les dévaluations cumulées aux états financiers sont de trois ordres et totalisent 68 909 534 $. Le déficit d'opération accumulé depuis la création de la SDBJ et ses filiales est de 4 054 110 $. La répartition est la suivante:

Dévaluation pour refléter la valeur de réalisation dans une perspective de dissolution de la SDBJ	
Infrastructures	7 526 955 $
Développement régional	4 768 089
Protection de l'environnement	4 507 019
	16 802 063
Dévaluation d'actifs miniers pour refléter la cession éventuelle desdits actifs à d'autres entités gouvernementales	
Somine inc.	19 330 886
Fer Albanel	5 890 070
	25 220 956
Radiation d'actifs miniers suite à l'abandon des projets d'exploration et d'opération minières	
Projet d'exploration	14 357 099
Mine Joe Mann	12 529 416
	26 886 515
Déficit d'opération accumulé	
Filiales	1 153 937
SDBJ	2 900 173
	4 054 110
	72 963 644 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1986

12. ÉVENTUALITÉ

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1985, la SDBJ a versé la somme de 2 000 000 $ relativement au règlement d'une réclamation d'un entrepreneur.

L'administration de la Société tente présentement de récupérer cette somme en tout ou en partie auprès des bénéficiaires des ouvrages effectués.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

Maheu Noiseux
Comptables agréés

ROUYN-NORANDA
155, Dallaire
Rouyn-Noranda (Québec)
J9X 4T3
(819) 762-6521

VAL D'OR
866, 3e Avenue
Val d'Or (Québec)
J9P 1T1
(819) 825-4101

AMOS
492, 1re Rue ouest
Amos (Québec)
J9T 2M4
(819) 732-5275

LA SARRE
300 Principale
La Sarre (Québec)
J9Z 1V8
(819) 333-2192

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

A l'actionnaire de la
Société de Tourisme de la Baie James

Nous avons vérifié le bilan de la Société de tourisme de la Baie James au 31 décembre 1986 et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la société, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1986 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Maheu Noiseux

Comptables agréés

Amos, le 20 juillet 1987

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

BILAN

31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
ACTIF		
Encaisse	1 $	1 $
Placements (note 3)	200	200
	201 $	201 $
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
CAPITAL-ACTIONS		
AUTORISÉ		
500 000 actions privilégiées, sans droit de vote, dividende non cumulatif de 9 %, rachetables à leur valeur nominale de 10 $ chacune		
500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune		
ÉMIS ET PAYÉ		
35 000 actions ordinaires	350 000 $	350 000 $
DÉFICIT	(349 799)	(349 799)
	201 $	201 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

Maheu Noiseux
Comptables agréés

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1986

1. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont destinés à l'actionnaire Société de développement de la Baie James et au Ministre responsable de l'application de la loi sur le développement de la région de la Baie James, l'Assemblée Nationale du Québec et toutes les personnes intéressées au territoire de la Baie James.

Croyant qu'il est plus explicite de présenter les états financiers de ses filiales séparément, ceux-ci ne furent pas consolidés avec les états financiers de la société mère. Les placements dans chacune des filiales sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

IMPOTS SUR LE REVENU

Etant une filiale en propriété exclusive d'une société paragouvernementale exempte d'impôt, la compagnie et ses filiales en propriété exclusive ne sont pas assujetties aux impôts sur le revenu.

2. EXISTENCE JURIDIQUE ET ROLE DE LA SOCIÉTÉ

La société est constituée en vertu de la loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c.D-8 et est une filiale en propriété exclusive de la Société de développement de la Baie James (SDBJ). Ses activités sont reliées au développement touristique, à l'hébergement et à la restauration.

Le 31 décembre 1984, la société a transféré, la presque totalité de ses actifs et de ses dettes à leurs valeurs comptables à sa société mère la SDBJ.

3. PLACEMENTS, A LA VALEUR DE CONSOLIDATION

	1986	1985
Actions de Entreprises de Gestion Mann inc. détenues à 100 %	100 $	100 $
Actions de Habitations Somine Meston inc. détenues à 100 %	100	100
	200 $	200 $

Place du Quebec
888, 3e Avenue
Val-d'Or, Quebec J9P 5E6
Tel.: (819) 825-6226

Associés résidants
Yvon Lafontaine, F.C.A.
Jacques Bordeleau, C.A.
André Ménard, C.A.
Léandre Jacob, C.A.
Marc Robert, C.A.

Jean L'Houmeau, F.C.A.

RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
Comptables agrees

AUDITORS' REPORT

To the shareholders of

James Bay Native Development Corporation

We have examined the balance sheet of James Bay Native Development Corporation as at December 31, 1986 and the statements of earnings, retained earnings (deficit) and changes in cash resources for the year then ended, and have obtained all the information and explanations we have required. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, and to the best of our information and explanations given to us and as shown by the accounting records of the company, these financial statements present fairly the financial position of the company as at December 31, 1986 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Raymond, Chabot, Martin, Paré

Chartered accountants
Comptables agréés

Val d'Or (Quebec)
April 24, 1987, except note 11 dated June 8, 1987.
Le 24 avril 1987, excepté la note 11 datée du 8 juin 1987.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de

Société de Développement autochtone de la Baie James

Nous avons vérifié le bilan de la Société de Développement Autochtone de la Baie James au 31 décembre 1986, ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis (déficit) et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la société, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1986, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Bureaux dans les principales villes du Quebec
Representation au Canada et dans plus de 60 pays

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES
JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION

EARNINGS

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1986

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 19

	1986	1985	
Petroleum products			Produits pétroliers
Sales	5 839 605 $	3 925 042 $	Ventes
Cost of goods sold	4 341 620	2 817 754	Coût des marchandises vendues
	1 497 985	1 107 288	
Transport			Transport
Sales	625 399		Ventes
Cost of transport	565 606		Coût du transport
	59 793		
GROSS PROFIT	1 557 778	1 107 288	BÉNÉFICE BRUT
Other income			Autres revenus
Interest	210 553	281 453	Intérêts
Concessions	280 540	257 354	Concessions
Rentals	23 375	20 220	Location
Gain on sale of investment	18 679		Gain sur la cession d'un placement
Gain (Loss) on sale of fixed assets	11 879	(1 902)	Gain (Perte) sur la cession d'immobilis.
Other income	37 486	34 334	Autres revenus
	582 512	591 459	
	2 140 290	1 698 747	
Expenses			Dépenses
Salaries and fringe benefits	1 004 749	713 275	Salaires et charges sociales
Commissions		133 221	Commissions
Royalties		9 110	Redevances
Professional fees	93 104	68 881	Honoraires professionnels
Data processing	26 720	43 134	Informatique
Travelling	81 753	90 457	Frais de déplacement
Transportation, communications and insurance	259 076	217 081	Transport, communications et assurances
Rent, taxes, maintenance and repairs	439 935	262 024	Location, taxes, entretien et réparations
Information and promotion	22 765	21 288	Information et publicité
Other expenses	53 408	9 462	Autres dépenses
Depreciation of fixed assets	205 098	155 150	Amortissement des immobilisations
Amortization of deferred charges	7 848		Amortissement des frais reportés
Bad debts	58 873		Mauvaises créances
Provision for loss on loans	580 616		Provision pour perte sur prêts
	2 833 945	1 723 083	
Less: recovery from affiliated companies and others	8 953	33 579	Moins: recouvrement de compagnies affiliées et autres
Net expenses	2 824 992	1 689 504	Dépenses nettes
Operating income (loss)	(684 702)	9 243	Bénéfice (perte) d'exploitation
Equity in earnings of affiliated companies	(55 021)	(87 914)	Part dans les résultats de compagnies affiliées
NET LOSS	(739 723) $	(78 671) $	PERTE NETTE

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES
JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION

RETAINED EARNINGS (DEFICIT)
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1986

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985	
Balance, beginning of year	729 418 $	808 089 $	Solde au début
Net Loss	(739 723)	(78 671)	Perte nette
Balance, end of year	(10 305) $	729 418 $	Solde à la fin

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES
JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION

CHANGES IN CASH RESOURCES

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1986

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985	
OPERATIONS			**EXPLOITATION**
Net loss	(739 723) $	(78 671) $	Perte nette
Non-cash items			Éléments hors caisse
Depreciation of fixed assets	205 098	155 150	Amortissement des immobilisations
Amortization of deferred charges	7 848		Amortissement des frais reportés
Loss (gain) on sale of fixed assets	(11 879)	1 902	Perte (gain) sur la cession d'immobilisations
Gain on sale of investment	(18 679)		Gain sur la cession d'un placement
Provision for loss on loans	580 616		Provision pour perte sur prêts
Equity in earnings of affiliated companies	55 021	87 914	Participation dans les résultats de compagnies affiliées
Changes in non-cash working capital items	26 220	(879 410)	Variations d'éléments du fonds de roulement
Source (use) of cash	104 522	(713 115)	Provenance (utilisation) des liquidités
FINANCING			**FINANCEMENT**
Issue of class «A» shares	250 000	250 000	Émission d'actions catégorie «A»
Obligation under capital lease		9 850	Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition
Instalments on capital lease	(3 269)	(701)	Versements sur le contrat de location-acquisition
Instalments on long-term debt	(37 934)		Remboursements d'emprunt à long terme
Accounts payable to a related company	(38 947)	15 108	Comptes à payer à une compagnie apparentée
Source of cash	169 850	274 257	Provenance des liquidités
INVESTMENT			**INVESTISSEMENT**
Long-term loans	(336 133)	(894 041)	Prêts à long terme
Decrease of long-term loans	281 365	290 820	Diminution de prêts à long terme
Proceeds from sale of investment	70 889		Produit de la cession d'un placement
Additions to fixed assets	(489 126)	(281 301)	Immobilisations
Disposal of fixed assets	18 650	41 231	Cession d'immobilisations
Deferred charges	(67 272)		Frais reportés
Use of cash	(521 627)	(843 291)	Utilisation des liquidités
Decrease in cash	(247 255)	(1 282 149)	Diminution de la trésorerie
Cash position, beginning of year	314 596	1 596 745	Trésorerie au début
Cash position, end of year	67 341 $	314 596 $	Trésorerie à la fin
Cash position			Situation de trésorerie
Cash	67 341 $	314 596 $	Encaisse

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES
JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION

BALANCE SHEET

DECEMBER 31, 1986

BILAN

AU 31 DECEMBRE 1986

ASSETS / ACTIF

	1986	1985	
Current assets / **Actif à court terme**			
Cash / Encaisse	67 341 $	314 596 $	
Accounts receivable / Débiteurs	1 269 141	1 221 009	
Inventories / Stocks	951 976	1 010 178	
Prepaid expenses / Frais payés d'avance	114 088	38 478	
Current portion of long-term loans / Echéances courantes des prêts à long terme	204 721	396 777	
	2 607 267	2 981 038	
Loans / Prêts	690 949	556 735	
Investments (note 3) / Placements (note 3)	55 000	626 345	
Fixed assets (note 4) / Immobilisations (note 4)	1 011 919	737 633	
Deferred charges / Frais reportés	59 424		
	4 424 559 $	4 901 751 $	

LIABILITIES / PASSIF

Current liabilities / **Passif à court terme**			
Creditors (note 5) / Créditeurs (note 5)	677 984 $	624 250 $	
Instalments on capital lease / Versements sur le contrat de location-acquisition	3 395	3 006	
	681 379	627 256	
Long-term debt (note 6) / Dette à long terme (note 6)		37 934	
Obligation under capital lease (note 7) / Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 7)	2 485	6 143	
	683 864	671 333	

SHAREHOLDERS' EQUITY / AVOIR DES ACTIONNAIRES

Capital stock (note 8) / Capital-actions (note 8)	3 751 000	3 501 000	
Retained earnings (deficit) / Bénéfices non répartis (déficit)	(10 305)	729 418	
	3 740 695	4 230 418	
	4 424 559 $	4 901 751 $	

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

On behalf of the Board

Pour le conseil

..... Director / Administrateur

..... Director / Administrateur

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1986

1 - GOVERNING STATUTE AND NATURE OF OPERATIONS

The company is incorporated under the James Bay Native Development Corporation. Its main objective is to improve the economic condition and prospects of the James Bay Crees.

2 - ACCOUNTING POLICIES

Inventory valuation

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined by the first in first out method.

Investments

The investment in Les Constructions Allan Cooper Inc., 51 percent owned, is carried at cost, plus an equity in undistributed earnings (the equity method). This investment is not consolidated because, in the opinion of the management, the control is temporary since the company is determined to sell its investment (note 11).

Depreciation and amortization

Fixed assets are depreciated over their estimated usefull lives according to the straight-line method at the following annual rates:

	Rates
Buildings	33⅓
Modular homes	10%
Office furniture and equipment	from 20 to 33⅓
Automotive equipment	33⅓
Fuel tanks	10%
Leasehold improvements	20%

Deferred charges are amortized on a straight-line basis over 5 years until 1991.

Income taxes

The company is not subject to income taxes because 99.9 percent of its shares are owned by the Government of Quebec.

3 - INVESTMENTS

	1986	1985
138155 shares class «A» of Les Constructions Allan Copper Inc., representing 51% of the issued shares, at the equity value	1 $	58 406 $
Loans to Les Constructions Allan Cooper Inc.	545 324	507 129
Provision for loss on loans (note 11)	(490 325)	
	55 000	565 535
(1985:320) shares class «A» of Les Entreprises Commerciales Cooper Inc., representing 100% of the issued shares, at the equity value, as at May 31, 1985		60 810
	55 000 $	626 345 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1986

1 - STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société est constituée selon la Loi sur la Société de Développement Autochtone de la Baie James. Elle a pour but principal l'amélioration de la situation et des perspectives économiques des Cris de la Baie James.

2 - CONVENTIONS COMPTABLES

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Placements

Le placement dans Les Constructions Allan Cooper Inc., détenus à 51 pour cent, est comptabilisé au coût, plus une participation dans les bénéfices non répartis (méthode de la valeur de consolidation). Ce placement n'est pas consolidé parce que, de l'avis de la direction, le contrôle est temporaire, puisque la compagnie a l'intention bien arrêtée de se défaire de sa participation (note 11).

Amortissements

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Immeubles	33⅓
Maisons modulaires	10%
Mobilier et équipement de bureau	de 20 à 33⅓
Matériel roulant	33⅓
Réservoirs de carburant	10%
Améliorations locatives	20%

Les frais reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 ans, jusqu'en 1991.

Impôts sur le revenu

La compagnie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu, puisque 99.9 pour cent des actions sont détenues par le Gouvernement du Québec.

3 - PLACEMENTS

	1986	1985
138155 actions catégorie «A» de Les Constructions Allan Cooper Inc., représentant 51% des actions émises, à la valeur de consolidation	1 $	58 406 $
Prêts à Les Constructions Allan Cooper Inc.	545 324	507 129
Provision pour perte sur prêts (note 11)	(490 325)	
	55 000	565 535
(1985: 320) actions catégorie «A» de Les Entreprises Commerciales Cooper Inc., représentant 100% des actions émises, à la valeur de consolidation au 31 mai 1985		60 810
	55 000 $	626 345 $

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1986

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1986

4 - FIXED ASSETS / 4 - IMMOBILISATIONS

	1986 Cost / Coût	1986 Net / Coût non amorti	1985 Cost / Coût	1985 Net / Coût non amorti	
Buildings	166 152 $	128 884 $	83 991 $	71 101 $	Immeubles
Modular homes	11 987	6 893	11 987	8 091	Maisons modulaires
Office furniture and equipment	56 326	33 292	45 927	29 938	Mobilier et équipement de bureau
Automotive equipment	343 030	171 023	270 762	124 369	Matériel roulant
Fuel tanks	892 533	585 605	703 473	460 169	Réservoirs de carburant
Leasehold improvements	121 191	79 972	62 211	34 144	Améliorations locatives
	1 591 219	1 005 669	1 178 351	727 812	
Automotive equipment under capital lease	10 713	6 250	10 713	9 821	Matériel roulant loué en vertu d'un contrat de location-acquisition
	1 601 932	1 011 919 $	1 189 064 $	737 633 $	
Accumulated depreciation		590 013 $		451 431 $	Amortissements cumulés

5 - CREDITORS / 5 - CRÉDITEURS

	1986	1985	
Accounts payable and accrued liabilities	677 984 $	585 303 $	Comptes à payer et frais courus
Accounts payable to a related company		38 947	Comptes à payer à une compagnie apparentée
	677 984 $	624 250 $	

6 - LONG-TERM DEBT / 6 - DETTE À LONG TERME

	1986	1985	
Note payable to a related company, 14%, without specific date for repayment	NIL $	37 934 $	Effet à payer à une compagnie apparentée, 14%, sans modalité de remboursement

7 - OBLIGATION UNDER CAPITAL LEASE / 7 - OBLIGATION EN VERTU D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	1986	1985	
Obligation under capital lease of automotive equipment, bearing interest at the rate of 12 1/2%, repayable by monthly payments of $324, maturing on 1988	5 880 $	9 149 $	Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition de matériel roulant, portant intérêt au taux de 12 1/2%, remboursable par versements de 324 $, jusqu'en 1988
Current portion	3 395	3 006	Versements exigibles à court terme
	2 485 $	6 143 $	

The following is a schedule of future minimum lease payments under capital lease:

1987	3 888 $
1988	2 916
Total minimum lease payments	6 804
Amount representing interest	924
	5 880 $

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

1987	3 888 $
1988	2 916
Total des paiements minimums exigibles	6 804
Intérêts inclus dans les paiements minimums	924
	5 880 $

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1986

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1986

8 - CAPITAL STOCK

Authorized

14,999 class «A» share of $1,000 par value, non-voting and non-participating

100 common shares of $10 par value

	1985	1984
Issued		
3,750 class «A» shares (1985: 3,500)	3 750 000 $	3 500 000 $
100 common shares	1 000	1 000
	3 751 000 $	3 501 000 $

Article 15 of James Bay Native Development Corporation Act-1977 RSQ c.S-9.1 stipulates that the Minister of Finance will pay to the company, out of the consolidated revenue fund, the following amounts for the respective number of class «A» shares on the specified dates:

Dates	Instalments	Number of shares
April 15, 1987	$ 250,000	250

In 1986, the Minister of Finance paid $250,000 for 250 shares.

8 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

14 999 actions de catégorie «A» d'une valeur nominale de 1 000 $ chacune, non votantes et non participantes
100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune

Emis:

3 750 actions de catégorie «A» (1985: 3 500)
100 actions ordinaires

L'article 15 de la Loi sur la Société de développement autochtone de la Baie James-1977 LRQ c.S-9.1 stipule que le ministre des Finances paiera à la compagnie, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes suivantes, aux dates fixées, pour le nombre d'actions de catégorie «A»:

Dates	Versements	Nombre d'actions
15 avril 1987	250 000 $	250

Durant l'exercice 1986, le ministre des Finances a versé une somme globale de 250 000 $ pour 250 actions.

9 - COMMITMENT AND CONTINGENCIES

The bank loan is secured by an assignment of book debts.

The company has commitments for an annual amount of $30,732 in respect of long-term leases which terminate in 1989.

The company has guaranteed to Bombardier Credit Ltd. 50% of the line of credit of Chisasibi Enterprise and Nemaska General Store for a maximum amount of $75,000 and $30,000 respectively. As at December 31, 1986, the line of credit utilized amounted to approximately $165,000 and $12,000 respectively. The company has guaranteed the bank loan of the subsidiary for a maximum amount of $513,000. As at December 31, 1986, the bank loans were approximately $453,000.

9 - ENGAGEMENT ET ÉVENTUALITÉS

Les créances sont affectées à la garantie de l'emprunt bancaire.

La compagnie a des engagements pour un montant annuel de 30 732 $ en vertu de baux à long terme échéant en 1989.

La société s'est portée garante de 50% de la marge de crédit consentie à Chisasibi Enterprise et à Nemaska General Store par Bombardier Crédit Ltée jusqu'à concurrence de 75 000 $ et 30 000 $ respectivement. Au 31 décembre 1986, la marge de crédit utilisée était d'environ 165 000 $ et 12 000 $ respectivement. La société s'est portée garante d'emprunts bancaires de la filiale pour un montant maximum de 513 000 $. Au 31 décembre 1986, les emprunts bancaires étaient d'environ 453 000 $.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1986

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1986

10 - RELATED PARTY TRANSACTIONS

During the year, the company entered into the following related party transactions:

Interest income for an amount of $69,666 was charged to the subsidiary.

10 - OPÉRATIONS CONCLUES AVEC DES PERSONNES APPARENTÉES

Au cours de l'exercice, la compagnie a conclu les opérations suivantes avec des personnes apparentées:

Des revenus d'intérêts pour 69 666 $, furent chargés à la filiale.

11 - SUBSEQUENT EVENT

On June 8, 1987, a receiving order was made against the subsidiary Les Constructions Allan Cooper Inc.

10 - ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 8 juin 1987, une ordonnance de séquestre a été rendue contre la filiale Les Constructions Allan Cooper Inc.

12 - COMPARATIVE FIGURES

Certain comparative figures have been reclassified to conform with the presentation adopted in the current year.

12 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Thorne Ernst & Whinney

Comptables agréés Chartered Accountants

2000, Avenue Mc Gill College
Bureau 1900,
Montréal (Québec) H3A 3H8

(514) 843-2100
Télex: 05-268617
Télécopieur: (514) 843-2187

RAPPORT DES VERIFICATEURS

A l'actionnaire de
Somine Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Somine Inc. au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats et du déficit de l'exercice clos à cette date et avons obtenu tous les renseignements et explications que nous avons demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, et du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la compagnie, ces états financiers sont rédigés de manière à présenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires de la compagnie au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Thorne Ernst & Whinney

Montréal, Québec
Le 15 juillet 1987

Comptables agréés

Membre de Member of Ernst & Whinney International

SOMINE INC.

BILAN

31 DECEMBRE 1986

ACTIF

	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse	5 062 $	5 524 $
Projets d'exploration minière (note 1)	1	1
	5 063 $	5 525 $

PASSIF, CAPITAL-ACTIONS ET DEFICIT

Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	27 669 $	37 893 $
Sommes à payer - SDBJ	34 469	8 280
	62 138	46 173
Capital-actions et déficit		
Capital-actions		
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale		
Emis		
25 000 actions ordinaires	250 000	250 000
Déficit	(307 075)	(290 648)
	(57 075)	(40 648)
	5 063 $	5 525 $

AU NOM DU CONSEIL,

, administrateur

, administrateur

SOMINE INC.

RESULTATS ET DEFICIT

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1986

	1986	1985
Charges		
Honoraires professionnels	15 865 $	6 125 $
Taxes et permis	100	100
Divers	462	1 700
Perte d'exploitation	16 427	7 925
Projets d'exploration minière abandonnés et radiés	-	32 724
Perte	16 427	40 649
Déficit au début de l'exercice	290 648	249 999
DEFICIT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	307 075 $	290 648 $

SOMINE INC.

NOTES AFFERENTES AUX ETATS FINANCIERS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1986

GENERALITES

La compagnie est constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle n'exerce plus d'activités.

1. PROJETS D'EXPLORATION MINIERE

Le 15 mars 1984, la compagnie succédait à sa compagnie mère, la SDBJ, comme propriétaire de la presque totalité des actifs miniers pour une contrepartie de un dollar et autres considérations. Somine Inc. assume également les responsabilités de la SDBJ en tant que commandité de la société en commandite, Exploration SDBJ 1980 (SOCOM). Ainsi, Somine Inc. assume tous les engagements et les obligations de Socom.

2. IMPOTS SUR LE REVENU

La compagnie est une filiale en propriété exclusive de la Société de Développement de la Baie James, une société para-gouvernementale exempte d'impôts, et par conséquent, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

3. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

Aucun état de l'évolution de la situation financière n'a été dressé puisqu'il n'apporterait aucune information additionnelle non déjà divulguée dans les présents états financiers.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Municipalité de la Baie James (MBJ)	Laurent Levasseur
	Florent Gagné
	Jean-Joseph Villeneuve
	Jean-Jacques Lefebvre
	René Gingras
Directeur général	Donald R. Murphy
Greffier	Réal Lavigne
Trésorier	Claude Hubert

ORGANISMES PARA-MUNICIPAUX

Comité consultatif de la Municipalité de la Baie James

- 1 représentant des municipalités de: Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami, La Baie James
- 1 représentant des localités de Joutel et Rousseau
- 1 représentant des agglomérations de Val Paradis, Villebois et Radisson
- 1 représentant des Commissions scolaires de Joutel-Matagami, de Chapais-Chibougamau, de Lebel-sur-Quévillon et du Nouveau-Québec.

Conseil régional de zone de la Baie James (6)

Administration des terres de catégories II (69 995 km^2) selon la Convention de la Baie James et du Nord Québécois

- 3 membres de la MBJ
- 3 membres de l'Administration régionale Crie

De plus, dans un objectif de gestion décentralisée des agglomérations:

les conseils locaux de Joutel et Rousseau
les comités de gestion locale de Villebois et Val Paradis
le comité de citoyens de Miquelon et Desmaraisville

RAPPORT D'ACTIVITES

1. Administration générale

La composition du Conseil municipal de la Municipalité de la Baie James a été considérablement modifié par le départ de MM. Albert Jessop, Réal Roy et Guy Carle.

MM. René Gingras et Jean-Jacques Lefebvre ont été nommés pour succéder à MM. Roy et Carle. Quant au poste de président, il a été comblé par le soussigné.

La Municipalité de la Baie James s'est donnée un nouveau service. Elle s'est en effet engagée dans l'aménagement et l'opération d'une maison régionale du tourisme qui occupera les locaux du kilomètre 6 de la route Matagami-Radisson. Pour ce faire, la municipalité a procédé à l'embauche de quatre agents d'information qui seront sous la supervision du directeur du développement récréo-touristique. Cette initiative est une conséquence directe de l'ouverture au public de la route Matagami-Radisson, de l'augmentation sans cesse croissante du tourisme en région et des aménagements d'infrastructure d'accueil touristiques complétés en 1985 par la Municipalité.

Depuis 1986, la Municipalité de la Baie James a officialisé son "gentilé" qui a été accepté et qui est répertorié dans le répertoire des gentilés. Les habitants de la Municipalité sont maintenant désignés "Jamésiens" et "Jamésiennes".

En 1986, deux agglomérations du territoire de la Municipalité de la Baie James, soit Villebois et Val Paradis ont tenu des élections afin de désigner leurs représentants qui siègeraient à leur comité de gestion locale respectif.

En l'absence de personnel permanent à la Société de développement de la Baie James, le Conseil d'administration a confié à la Municipalité de la Baie James le mandat de finaliser les dossiers en cours et les responsabilités reliées à la direction générale, le secrétariat et la trésorerie et ce, à compter du mois de juillet.

2. Le Service de sécurité publique

La Municipalité de la Baie James abolissait à compter du 16 avril 1986, son service de gardiennage et cela pour l'ensemble de son territoire.

Quant au service de la Sûreté municipale, les effectifs policiers sont maintenus au minimum requis pour assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire. Cette situation demeurera ainsi jusqu'à ce que le ministère de la Justice fasse connaître ses politiques en matière de protection policière au Québec et plus particulièrement dans le territoire de la Municipalité de la Baie James.

Le ministère de la Justice absorbe 80% des coûts relatifs à la Sûreté municipale et le solde de 20% est absorbé par la Municipalité conformément à un protocole d'entente intervenu entre les parties.

3. Organismes para-municipaux

Le C.R.Z.B.J. n'a pas siégé en 1986 en raison des problèmes qui subsistent quant à son financement.

Quant au Comité consultatif de la Municipalité de la Baie James, il est lui aussi demeuré inactif.

4. Financement

La Municipalité ne présente aucune dette obligataire et les revenus consolidés perçus ont permis la réalisation d'un surplus de 168 153 $. L'évaluation imposable consolidée est de 138.0 millions, générant des revenus de taxe foncière de 2.6 millions, soit un taux global de taxation de 1.8365 $ par 100 $ d'évaluation.

Le président,

Laurent Levasseur

RAPPORT FINANCIER
1986

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

(Nom de la MRC ou de la communauté urbaine)

| 9 | 8 | 0 | 2 |
(code geographique)

Gouvernement du Québec
Ministère des
Affaires municipales

RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné, ...Claude..Hubert,..trésorier.....atteste que le rapport financier de la municipalité .de...la..Baie..James..Consolidé..... pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986, a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, L.R.Q., c. C-19, ou à l'article 176 du Code municipal du Québec, L.R.Q., c. C-27.1

Date: ....87-05-25..... Signature: .....

9	8	0	2
code géogr.			

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Aux membres du conseil,

Messieurs les membres du Conseil
d'administration de la Société
de développement de la Baie James
en substitution au Conseil municipal
de la Municipalité de la Baie James

Nous avons vérifié les états consolidés des recettes et dépenses et du surplus ainsi que le bilan consolidé du fonds d'administration, l'état consolidé de l'actif à long terme, le bilan consolidé du fonds de roulement et l'état consolidé de la variation du capital non engagé du fonds de roulement de la Municipalité de la Baie James pour l'exercice clos le 31 décembre 1986. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement les résultats des opérations de la Municipalité de la Baie James pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 ainsi que sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et les usages particuliers de la comptabilité municipale au Québec, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. De plus, à notre avis, le taux global de taxation a été établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR: Samson Bélair

Samson Bélair

SIGNATURE

DATE: 7 mai 1987

Municipalité: de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 0 | 2 | | 0 | 0 | 8 |
(Nom officiel) CODE GEOGR

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

RECETTES

	1	Budget initial 2		1986 3
RECETTES DE SOURCES LOCALES				
TAXES				
Taxe foncière générale		2 388 345	1	2 575 569
Autres taxes foncières				
répartitions générales			2	
répartitions locales			3	
Surtaxes sur terrains vagues			4	
Compensations pour services municipaux				
eau		17 000	5	18 120
égouts		4 620	6	4 690
enlèvement et destruction des ordures		13 600	7	19 769
Taxes d'affaires				
sur l'ensemble des valeurs locatives			8	
autres			9	
Autres taxes			10	
Total		2 423 565	11	2 618 148
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec		145 050	12	148 708
Gouvernement du Canada			13	
Autres			14	
Total		145 050	15	148 708

Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 0 | 2 | | 0 | 0 | 9 |
(Nom officiel) CODE GEOGR

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1986

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1986 3
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Police			1	
Protection contre l'incendie			2	
Enlèvement de la neige			3	
Eau			4	
Egouts			5	
Enlèvement et destruction des ordures			6	
Loisirs et culture			7	
Service de la dette			8	
Autres			9	
Total			10	
AUTRES SERVICES RENDUS				
Loisirs et culture				
centres communautaires		25 000	11	
patinoires intérieures et extérieures		21 010	12	700
parcs et terrains de jeux			13	
piscines, plages, ports de plaisance		25 000	14	17 969
expositions et foires			15	
bibliothèques			16	
autres			17	600
Total partiel		71 010	18	19 269
Stationnement			19	
Loyers		41 520	20	47 271
Recouvrements				
fonds des règlements d'emprunt			21	
autres fonds			22	
tiers				
services rendus au gouvernement du Québec		26 000	23	
autres		423 800	24	191 829
Autres		6 300	25	76 496
Total		568 630	26	334 865

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9 8 0 2 | 0 1 1 0
CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1986 3
AUTRES RECETTES DE SOURCES LOCALES				
Imposition de droits				
licences et permis		1 100	1	1 799
droits de mutation immobilière			2	
droits sur les divertissements			3	
Amendes			4	
Intérêts				
banque et placements		15 600	5	20 696
arriérés de taxes		16 100	6	20 595
autres			7	
Cessions d'actifs immobilisés				
immeubles industriels municipaux			8	
autres actifs		2 000	9	67 186
Contributions d'autres fonds				
électricité			10	
autres			11	
Autres		4 300	12	53 345
Total		39 100	13	163 321
TOTAL DES RECETTES DE SOURCES LOCALES		3 176 345	14	3 265 542

Municipalité: de la Baie James (consolidé) (Nom officiel) — CODE GÉOGR. 9 8 0 2 | 0 1 1

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1986 3
TRANSFERTS				
TRANSFERTS INCONDITIONNELS				
Subventions du gouvernement du Québec				
regroupement municipal			1	
péréquation			2	
autres			3	
Autres subventions inconditionnelles			4	
Total			5	
TRANSFERTS CONDITIONNELS				
Subventions gouvernementales				
eau et égouts				
assainissement des eaux			6	
autres			7	
protection contre l'incendie			8	
transport				
entretien des chemins en hiver		279 500	9	282 244
asphaltage et réfection de chemins		15 000	10	58 000
autres			11	
loisirs et culture				
sports et loisirs		7 200	12	
bibliothèques			13	14 397
autres			14	
évaluation			15	
création d'emplois			16	34 012
autres			17	
Autres subventions conditionnelles		798 150	18	751 413
Total		1 099 850	19	1 140 066
TOTAL DES TRANSFERTS		1 099 850	20	1 140 066
AFFECTATION DU SURPLUS		39 150	21	7 556
TOTAL DES RECETTES		4 315 345	22	1 147 622
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES RECETTES			23	
TOTAL GÉNÉRAL			24	4 413 164

Municipalité de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9 8 0 2 | 0 1 1 2
CODE GEOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1986

DÉPENSES

	1	Budget initial 2		1986 3
ADMINISTRATION GENERALE				
Legislation		149 240	1	116 677
Application de la loi			2	
Gestion financiere et administrative		626 567	3	586 194
Greffe		122 000	4	81 680
Evaluation		90 000	5	81 039
Gestion du personnel		31 650	6	29 033
Autres		205 845	7	186 310
Total		1 225 302	8	1 080 933
SECURITÉ PUBLIQUE				
Police		960 150	9	890 435
Protection contre l'incendie		95 600	10	140 295
Protection civile		229 300	11	146 929
Autres			12	
Total		1 285 050	13	1 177 659
TRANSPORT				
Administration			14	202 871
Voirie municipale		404 925	15	279 241
Enlevement de la neige		305 770	16	306 464
Eclairage des rues		50 700	17	52 155
Circulation			18	
Stationnement			19	
Autres			20	
Total		761 395	21	840 731

Municipalité de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9 8 0 2 | 0 1 3
CODE GEOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 1986

DÉPENSES (suite)

	1	Budget initial 2		1986 3
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égouts				
administration		87 950	1	56 348
purification et traitement de l'eau		175 620	2	131 877
réseau de distribution de l'eau		62 100	3	96 244
épuration des eaux usées		14 615	4	14 085
réseau d'égouts		30 600	5	36 945
Enlèvement et destruction des ordures		118 295	6	134 202
Autres		13 000	7	
Total		502 180	8	469 701
SANTE ET BIEN-ÊTRE			9	
URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE				
Urbanisme et zonage		47 480	10	41 767
Promotion et développement industriels		30 000	11	30 000
Rénovation urbaine et restauration			12	
Logement			13	
Autres			14	12 851
Total		77 480	15	84 618
LOISIRS ET CULTURE				
Administration		187 840	16	170 759
Centres communautaires		35 600	17	63 929
Patinoires intérieures et extérieures		41 430	18	52 671
Piscines, plages, ports de plaisance		39 620	19	20 715
Parcs et terrains de jeux		35 000	20	14 722
Expositions et foires		1 000	21	
Bibliothèques		10 718	22	17 338
Autres activités				
loisirs		3 750	23	
culture			24	16 192
Total		354 958	25	356 326

Municipalité ... de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

CODE GÉOGR. 9 8 0 1 2 | 0 1 1 4

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

DÉPENSES (suite)

	1	Budget initial 2		1986 3
AUTRES DÉPENSES				
Frais de financement				
a la charge de la municipalité		97 680	1	83 008
a la charge d'autres organismes municipaux			2	
a la charge des gouvernements du Québec et du Canada			3	
a la charge des débiteurs hypothécaires			4	
Total partiel		97 680	5	83 008
Dépenses en immobilisations		8 300	6	103 834
Quote-part des dépenses de la communauté municipale				
transport en commun			7	
autres			8	
Contributions à d'autres fonds				
fonds des règlements d'emprunt			9	37 279
autres fonds			10	
Dépenses recouvrables				
du fonds des règlements d'emprunt			11	
autres			12	
Créances douteuses ou irrécouvrables		3 000	13	5 922
Total		108 980	14	235 043
AFFECTATION DU DÉFICIT			15	
TOTAL DES DÉPENSES		4 315 345	16	4 245 011
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES			17	168 153
TOTAL GÉNÉRAL			18	4 413 164

Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 0 | 2 | | 0 | 1 | 5 |
CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DU SURPLUS NON AFFECTÉ (DÉFICIT)

EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1986

	1		2 1986
SURPLUS NON AFFECTÉ (DÉFICIT) AU 1er JANVIER		1	157 556
Ajouter:			
Affectation du déficit aux dépenses		2	
Excédent des recettes sur les dépenses		3	168 153
Virements de surplus affectés		4	
Autres régularisations (préciser)			
Remboursement de déduction à la source de l'exercice 1985		5	10 695
		6	
		7	
		8	
		9	
		10	
		11	
		12	
Total partiel		13	336 404
Déduire:			
Affectation du surplus aux recettes		14	7 556
Excédent des dépenses sur les recettes		15	
Virements à des surplus affectés		16	818
Autres régularisations (préciser)			
		17	150 000
		18	
		19	
		20	
		21	
Total partiel		22	158 374
SURPLUS NON AFFECTÉ (DÉFICIT) AU 31 DÉCEMBRE		23	178 030

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9	8	0	2	0	1	1	7

CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF

	1		2 1986
ENCAISSE			
Caisse		1	2 450
Banque — compte général		2	457 108
Banque — dépôts à terme		3	200
PLACEMENTS		4	4 299
DÉBITEURS			
Taxes municipales		5	160 779
Taxes scolaires		6	
Taxes — certificats de vente pour non-paiement de taxes		7	
Gouvernement du Canada et ses entreprises			
compensations tenant lieu de taxes		8	
autres		9	6 199
Gouvernement du Québec et ses entreprises			
compensations tenant lieu de taxes		10	2 547
autres		11	42 572
Organismes municipaux		12	
Autres		13	894 663
SOMMES À RECEVOIR D'AUTRES FONDS			
fonds des règlements d'emprunt		14	
autres		15	
STOCK		16	
AUTRES ACTIFS		17	27 606
DÉFICIT ACCUMULÉ		18	
TOTAL		19	1 598 423

Municipalité: ..de. la. Baie .James. (consolidé) ..... 9 8 0 1 2 | 0 1 1 8
(Nom officiel) CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1986
PASSIF

	1		2 1986
DÉCOUVERT EN BANQUE		1	76 250
EMPRUNTS À COURT TERME		2	275 108
CRÉDITEURS			
Fournisseurs		3	417 885
Gouvernement du Canada		4	4 060
Gouvernement du Québec		5	17 907
Organismes municipaux		6	2 547
Commissions scolaires		7	
Autres créditeurs		8	376 181
ENGAGEMENTS		9	
SOMMES À PAYER À D'AUTRES FONDS			
fonds de roulement		10	245 396
autres		11	
RECETTES REPORTÉES			
Taxes perçues d'avance		12	532
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		13	
autres actifs		14	
Prime sur change		15	
Autres		16	
AUTRES PASSIFS		17	
SURPLUS ACCUMULÉ			
Surplus affectés		18	4 527
Surplus non affecté		19	178 030
TOTAL		20	1 598 423

Municipalité: de la Baie James (consolidé) (Nom officiel)

9 8 0 2 (CODE GÉOGR.) | 0 2 2

ÉTAT DE L'ACTIF À LONG TERME

AU 31 DECEMBRE 1986

CLASSIFICATION	1		2 1986
ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISÉS			
Travaux de génie		1	1 700 948
Bâtiments		2	118 755
Terrains		3	2 550
Matériel et véhicules		4	422 011
Ameublement		5	21 330
Réseau d'électricité		6	
ACTIFS IMMOBILISÉS SUJETS À LA REVENTE			
Propriétés acquises pour non-paiement de taxes		7	
Terrains acquis à des fins de rénovation urbaine		8	
Immeubles de la réserve foncière		9	
Immeubles industriels municipaux		10	
CRÉANCES À LONG TERME			
Prêts à l'Office municipal d'habitation		11	
Prêts sur immeubles industriels municipaux		12	
Autres créances		13	
TOTAL DE L'ACTIF		14	2 265 594
MODE DE FINANCEMENT			
ACTIFS ACQUIS AVANT 1976		15	
ACTIFS FINANCÉS PAR:			
Obligations		16	
Autres dettes à long terme		17	
Subventions et contributions gouvernementales		18	645 090
Fonds d'administration		19	1 295 068
Fonds de roulement		20	150 932
Autres modes de financement		21	- 174 504
TOTAL		22	2 265 594

Municipalité: de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 0 | 2 | | 0 | 2 | 4 |
(Nom officiel) CODE GÉOGR

FONDS DE ROULEMENT
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1986

CLASSIFICATION	1		2 1986
ACTIF			
BANQUE			
Compte général		1	29
Dépôts à terme		2	
PLACEMENTS		3	
SOMMES À RECEVOIR D'AUTRES FONDS			
Fonds d'administration		4	245 396
Fonds d'administration du réseau d'électricité		5	
DÉPENSES FINANCÉES À LONG TERME		6	68 407
TOTAL		7	313 832
PASSIF			
CRÉDITEURS			
Recettes à verser au fonds d'administration		8	
Autres		9	13 832
CAPITAL DU FONDS			
Capital engagé		10	68 407
Capital non engagé		11	231 593
TOTAL		12	313 832

Municipalité: MUNICIPALITE DE LA BAIE JAMES - CONSOLIDE
(Nom officiel)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 1986

1. STATUT

La Municipalité de la Baie James est constituée en vertu de l'article 34 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c. D-8.

2. APPROBATION DES ORDONNANCES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC

Les articles 36 et 37 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c. D-8, stipulent que le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James est substitué au Conseil municipal et qu'il en exerce les pouvoirs par ordonnances dont certaines sont soumises à l'approbation du gouvernement du Québec et publiées dans la Gazette officielle du Québec.

3. SALAIRES ET DEDUCTIONS A LA SOURCE A PAYER

Le 18 février 1985, la Société de développement de la Baie James, la Société d'énergie de la Baie James et Hydro Québec ont décidé de résilier, à la fin de 1985, le protocole d'entente concernant le remboursement des frais de protection policière, de protection d'incendie et de gardiennage encourus par le Service de sécurité publique de la Municipalité de la Baie James.

Suite à cette décision, la Municipalité de la Baie James a comptabilisé comme frais courus un montant de 261 334 $ relativement aux primes de départ qu'elle devra verser suite à la mise à pied du personnel affecté à la sécurité publique. Au 31 décembre 1986, un montant de 205 726 $ demeurait à payer.

Municipalité: ..de la Baie James (consolidé) ANNEXE B
(Nom officiel)

CODE GÉOGR. 9|8|0|2

0|3|0

FONDS D'ADMINISTRATION
ANALYSE DES DÉPENSES PAR OBJET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

OBJETS	1		1986 2
Rémunération du personnel		1	1 763 038
Cotisations de l'employeur		2	215 619
Transport et communication		3	263 139
Services professionnels, administratifs et autres		4	592 261
Location, entretien et réparation			
Location		5	246 089
Entretien et réparation		6	348 469
Biens non durables		7	461 674
Achat d'actifs immobilisés		8	108 834
Frais de financement[1]		9	83 008
Autres objets			
Excédents de coûts de règlements d'emprunt		10	
Quote-part des dépenses de la communauté municipale		11	
Contributions à d'autres fonds		12	37 279
Créances douteuses ou irrécouvrables		13	5 921
Affectation du déficit		14	
Autres		15	119 680
TOTAL		16	(*) 4 245 011

(1) Doit égaler le montant inscrit à la ligne 5 de la page 14.

(*) Doit égaler le total des dépenses à l'état des recettes et dépenses.